



ARRÊTÉ

ANNÉE 2020 N° 014 /MND/DC/SGM/CTJ/CJ/SA/0025SGG20

fixant les règles applicables aux activités de communications électroniques soumises au régime de l'autorisation.

LE MINISTRE DU NUMÉRIQUE ET DE LA DIGITALISATION

- Vu** la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin, telle que modifiée par la loi n° 2019-40 du 07 novembre 2019 ;
- vu** la loi n° 2017-20 du 20 avril 2018 portant code du numérique en République du Bénin ;
- vu** la décision portant proclamation, le 30 mars 2016 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;
- vu** le décret n° 2019-396 du 05 septembre 2019 portant composition du Gouvernement ;
- vu** le décret n° 2019-430 du 02 octobre 2019 fixant la structure-type des ministères ;
- vu** le décret n° 2019-545 du 11 décembre 2019 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère du Numérique et de la Digitalisation ;
- vu** le décret n° 2019-209 du 31 juillet 2019 portant attributions, organisation et fonctionnement des organes de l'Autorité de régulation des Communications Electroniques et de la Poste ;
- vu** le décret n° 2019-216 du 31 juillet 2019 fixant les modalités d'octroi des licences, des autorisations et des conditions de réalisation de la déclaration relatives à l'exercice des activités de communications électroniques en République du Bénin ;

ARRÊTE

CHAPITRE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Objet

Le présent arrêté a pour objet de fixer les règles applicables aux activités de communications électroniques soumises au régime de l'autorisation en République de Bénin.

Article 2 : Activités soumises au régime de l'autorisation

Une autorisation est exigée pour l'établissement et l'exploitation de réseaux ouverts au public filaires ou n'utilisant pas certaines fréquences radioélectriques identifiées par décret pris en Conseil des Ministres visé à l'article 46 de la loi portant code du numérique, destinés à l'exercice d'une activité de fourniture d'accès à internet et à l'exploitation d'une ou plusieurs stations d'atterrissage de câble(s) sous-marin(s).

Sont également soumis au régime de l'autorisation :

- sauf dispositions légales ou réglementaires contraires, l'établissement et l'exploitation de tout réseau de communications électroniques indépendant qui emprunte le domaine public y compris l'espace atmosphérique libre ou hertzien ;
- l'établissement et l'exploitation de réseaux virtuels de communications électroniques mobiles (MVNO) ;
- l'établissement et l'exploitation de tout réseau d'accès à l'Internet des Objets ouvert au public et de tout réseau de l'Internet des Objets indépendant à usage partagé.

CHAPITRE II : REGLES COMMUNES APPLICABLES

Article 3 : Constitution de la demande d'autorisation

Toute personne désireuse de fournir un service ou d'exploiter un réseau soumis au régime de l'autorisation soumet un dossier à l'Autorité de Régulation par courrier recommandé ou par voie électronique.

Le dossier de demande d'autorisation est constitué d'un formulaire dûment rempli et de toutes les pièces justificatives qui y sont demandées, fixées par l'Autorité de Régulation.

Article 4 : Délivrance de l'autorisation

La procédure de délivrance de l'autorisation est assurée par l'Autorité de Régulation.

L'Autorité de Régulation dispose d'un délai de deux (02) mois maximum, à compter de la date de notification de la demande du demandeur, pour notifier sa décision d'autorisation ou de rejet.

Les décisions d'octroi d'autorisation sont notifiées au ministre chargé des communications électroniques.

Tout refus d'autorisation est motivé et notifié au requérant.

Article 5 : Cahier des charges

La délivrance d'une autorisation peut être assortie de cahier des charges.

Le cas échéant, l'Autorité de régulation définit en fonction du type d'activité, le cahier des charges type applicable qui contient notamment :

- la durée de l'autorisation ;
- les conditions d'établissement du réseau ou de fourniture du service, en particulier les conditions minimales de continuité, de qualité et de disponibilité ;
- la nature, les caractéristiques et la zone de couverture du réseau ou du service ainsi que le planning de son déploiement ;
- les normes et spécifications minimales du réseau ou du service ;
- les dispositions relatives au respect d'une concurrence loyale et à l'obligation de tenir une comptabilité analytique autonome pour chaque réseau et service exploité ;
- les conditions de confidentialité et de neutralité du service au regard des messages transmis ;
- les prescriptions exigées par la Défense Nationale et la Sécurité Publique et les prérogatives de l'autorité judiciaire ;
- les modalités de contribution aux missions générales de l'Etat ;
- les dispositions relatives à l'obligation de respecter les accords et les conventions internationaux ratifiés par la République du Bénin ;

- l'obligation d'acheminer gratuitement les appels d'urgence ;
- les conditions de renouvellement ;
- les sanctions en cas de défaillance.

Article 6 : Transfert et changement de contrôle

L'autorisation est attribuée à titre personnel et individuel. Elle ne peut être attribuée, renouvelée, modifiée, retirée ou transférée que par décision motivée de l'Autorité de Régulation.

Toute modification du contrôle d'une société titulaire d'une autorisation est soumise à l'approbation préalable de l'Autorité de Régulation.

Les demandes de transfert ou de modification du contrôle sont étudiées par l'Autorité de Régulation. Le transfert ou la modification du contrôle est autorisé dans un délai de deux (02) mois à compter de la saisine de l'Autorité de Régulation, et le cas échéant, notifié au ministre chargé des communications électroniques.

Aucune modification ne suspend le respect de l'ensemble des obligations liées à l'objet de l'autorisation.

Tout refus de transfert ou de la modification du contrôle est motivé et notifié par écrit dans les mêmes délais.

Article 7 : Changement de dénomination

Les changements de dénomination, de nom commercial, d'enseigne ou de marque sont soumis à l'approbation de l'Autorité de Régulation deux (02) mois avant leur mise en œuvre.

Article 8 : Durée et renouvellement

La durée d'une autorisation ne peut excéder vingt (20) ans.

Le renouvellement de l'autorisation peut être assorti de modification des conditions du cahier des charges.

CHAPITRE III : REGLES PARTICULIERES APPLICABLES AUX FOURNISSEURS D'ACCES INTERNET

Article 9 : Etendue de l'autorisation

L'autorisation de fourniture de l'accès à internet est accordée par commune. 

Les Fournisseurs d'Accès à Internet fournissent leurs services dans la zone de couverture constituée des communes couvertes par l'Autorisation et satisfont dans un délai raisonnable à toute demande de service située dans la zone de couverture.

Article 10 : Qualité de service

Les fournisseurs d'Accès à Internet mettent en œuvre tous les moyens nécessaires pour atteindre les niveaux de qualité de service fixés par décision de l'Autorité de Régulation.

CHAPITRE IV : DROITS ET FRAIS APPLICABLES AUX ACTIVITÉS SOUMISES AU RÉGIME DE L'AUTORISATION

Article 11 : Droits d'autorisation

Les droits d'autorisation sont les droits auxquels sont assujettis les opérateurs de réseaux et fournisseurs de services de communications électroniques soumis au régime de l'autorisation, conformément à l'annexe 2 du présent arrêté.

Les droits d'autorisation sont acquittés au plus tard quinze (15) jours à compter de la notification de la facture par l'Autorité de Régulation.

Le non-acquittement du droit d'autorisation peut entraîner l'annulation de l'autorisation.

Pour les droits d'autorisation annuels, ils sont facturés, pour les années suivantes celle de l'autorisation, au plus tard le 31 janvier de l'année et payés au plus tard quinze (15) jours à compter de la notification des factures.

Article 12 : Frais d'étude de dossiers

Les opérateurs de réseaux et fournisseurs de services soumis au régime de l'autorisation sont assujettis au paiement de frais d'étude de dossiers conformément à l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 13 : Frais et redevances relatifs aux ressources rares

Sans préjudice des frais et redevances visés aux articles 11 et 12, les opérateurs de réseaux et fournisseurs de services soumis au régime de l'autorisation sont assujettis au paiement des frais et redevances conformément aux règles applicables à la gestion des fréquences et des ressources en numérotation. *J*

CHAPITRE V : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 14 : Dispositions transitoires

Les fournisseurs d'accès à Internet en activité, exerçant sous le régime de la licence avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont soumis aux dispositions du présent arrêté.

Ils déposent auprès de l'Autorité de Régulation un dossier de mise en conformité dans un délai de trois (03) mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 15 : Application

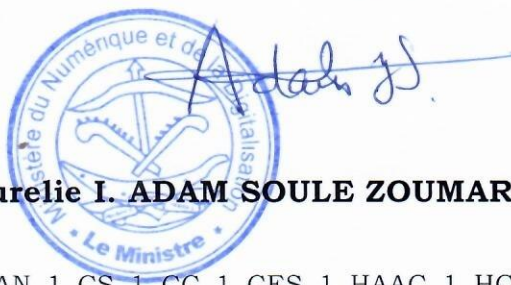
L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et de la Poste est chargée de l'application du présent arrêté.

Article 16 : Entrée en vigueur

Le présent arrêté, qui prend effet à compter de la date de sa signature, abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Il sera publié au Journal officiel.

Fait à Cotonou, le **28 AOU 2020**



Aurelie I. ADAM SOULE ZOUMAROU

AMPLIATIONS : PR 1 (ATCR) SGG 1 MND 2 AN 1 CS 1 CC 1 CES 1 HAAC 1 HCJ 1 AUTRES MINISTÈRES 23 ARCEP BENIN 1 INSAE 1 BAI 1 IGF 1 DGB 1 DCF1 DGTCP 1 DGI 1 ARCHIVES 1 UAC 2 FADESP 1 ENAM 1 UP 2 FDSP 2 ORIGINAL 1 JORB 1.-

Annexe 1 : Frais d'étude de dossier

N°	Services	FRAIS D'ETUDE DE DOSSIER (F CFA)
1	Demande d'octroi et renouvellement d'une autorisation d'exploitation de réseau de Fourniture d'Accès Internet (FAI)	500.000
2	Demande relative à un changement dans l'exploitation de l'autorisation de réseau de Fourniture d'Accès Internet (FAI)	300.000
3	Demande d'octroi ou de renouvellement d'une autorisation d'exploitation de station d'atterrissement de câble sous-marin	2.000.000
4	Demande relative à un changement dans l'exploitation du câble sous-marin	500.000
5	Demande d'exploitation de réseaux virtuels de communications électroniques mobiles (MVNO)	5.000.000
6	Demande d'établissement et d'exploitation des réseaux destinés à l'internet des objets	500.000
7	Demande d'autorisation, de renouvellement d'autorisation ou de changement dans l'exploitation d'une station VSAT, (service fixe ou service mobile par satellite)	1.000.000 par station
8	Demande d'autorisation d'établissement et d'exploitation d'une Boucle Locale Radio d'un réseau indépendant de communications de données à haut débit (RLAN, HIPERLAN)	250.000 par station
9	Demande d'autorisation ou de renouvellement de station de service d'amateur	10.000
10	Demande d'exploitation ou de renouvellement du titre d'exploitation de station de navire.	25.000
11	Demande d'exploitation ou de renouvellement du titre d'exploitation de station d'aéronef.	25.000
12	Demande d'exploitation ou de renouvellement du titre d'exploitation de station CB.	10.000
13	Demande d'établissement de liaison point à point (Faisceau Hertzien) d'un réseau indépendant de communications électroniques	250.000 par bond
14	Demande d'autorisation d'installation d'un réseau mobile privé de type 2RC/3RP/RMU	100.000 par station
15	Demande d'autorisation d'établissement et d'exploitation d'une station d'un réseau indépendant du service fixe (excepté faisceau hertzien) ou mobile terrestre (en dessous de 1 GHz).	50.000 par station

16	Demande d'autorisation d'établissement et d'exploitation d'un réseau filaire (cuivre, fibre optique)	5.000.000
17	Demande d'autorisation d'installation d'une station d'un réseau indépendant du service mobile maritime ou aéronautique y compris d'une station terrienne de type IMMARSAT.	50.000 par station

Annexe 2 : Droits d'autorisation

Activités	Zones de couverture de l'autorisation	Droits d'autorisation (en F CFA)	Périodicité de paiement
Fourniture d'Accès à Internet	Cotonou	12.000.000	Annuelle
	Abomey-Calavi, Parakou, Porto Novo, Sèmè Podji,	2.000.000	
	Bohicon, Allada, Lokossa, Djougou, Dassa, Kandi, Natitingou,	250.000	
	Autres communes	150.000	
Exploitation de stations d'atterrissage de câble(s) sous-marin(s)	NA	10.000.000 par station d'atterrissage	Annuelle
Exploitation d'une station VSAT	NA	1.000.000 par station	Annuelle
Exploitation d'une liaison BLR	NA	1.000.000 par station	Annuelle
Exploitation d'une liaison FH	NA	1.000.000 par bond	Annuelle
Exploitation de réseaux virtuels de communications électroniques mobiles (MVNO)	NA	10.000.000	Annuelle
Exploitation d'un réseau d'accès à l'internet des objets ouvert au public ou d'un réseau de l'internet des objets indépendant à usage partagé	NA	5.000.000	Annuelle
Exploitation de Station de service d'amateur	NA	25.000 par station	Paiement unique lors de la délivrance de l'autorisation
Installation d'une station	NA	100.000 par	

d'un réseau indépendant du service mobile maritime ou aéronautique y compris des stations terriennes de type IMMARSAT.		station	Annuelle
Installation d'un réseau mobile privé de type 2RC/3RP/RMU	NA	100.000 par station	Annuelle

Légende : NA = Non Applicable